

## SOUS-CHAPITRE 8.2

# Les recherches africanistes en sciences sociales, des indépendances à nos jours

Les recherches africanistes en sciences sociales au lendemain des indépendances ne se différenciaient guère sur le plan des disciplines scientifiques, dans la mesure où tant les sociologues que les économistes et les géographes avaient adopté, par nécessité, une démarche monographique : monographies ethniques pour les sociologues, monographies de villages ou de régions pour les économistes, études de terroirs pour les géographes (les plus nombreuses se situant en Côte-d'Ivoire, au Sénégal, à Madagascar et au Cameroun). Les grandes monographies ayant influencé leurs disciplines respectives datent de cette période, même si elles ont pu être publiées plus tard : les Gouro, les Bété, les Sérér et les Wolof, les Betsimisaraka et les Sakalava, pour n'en citer que quelques-unes. L'anthropologie économique en fut le ciment unificateur (avec Claude Meillassoux) et atteignit son apogée à cette époque, donnant à l'école française ses lettres de noblesse.

Ce rôle unificateur de la démarche monographique et de l'anthropologie économique s'explique par l'absence de données quantitatives (au contraire

de la démographie qui disposait des résultats des premiers recensements de population), par la croyance que les comportements des sociétés non encore totalement insérées dans l'économie de marché ne pouvaient suivre les schémas de théories essentiellement élaborées dans les pays développés et par la volonté de comprendre et d'expliquer la logique de comportements spécifiques.

L'Orstom (Office de la recherche scientifique et technique outre mer) a joué un rôle moteur au cours de cette période, accueillant souvent les chercheurs et enseignants africanistes regroupés autour du Centre d'études africaines et du Laboratoire de géographie africaine de l'École pratique des hautes études (EPHE) qui devait devenir par la suite l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Les jeunes chercheurs en sciences sociales de l'Orstom, toutes disciplines confondues, suivaient alors une année de formation à la recherche africaine dans le cursus de l'EPHE avant de partir sur le terrain.

Parallèlement à ces travaux de terrain, quelques recherches universitaires s'attachaient à réaliser des monographies à une autre échelle : descriptions géographiques ou économiques d'un pays ou encore analyses sectorielles ou thématiques généralistes (éducation, économie du don et de la solidarité au sein des familles élargies, par exemple).

Dès la fin des années 1970, le changement de paradigme des théories et des politiques de développement, induit par les chocs pétroliers et la crise de l'endettement qui suscitent des mesures restrictives qualifiées plus tard d'« ajustements structurels », provoque une demande de recherche de plus en plus pressante pour des travaux plus appliqués et plus quantitatifs. Au demeurant l'insertion des économies africaines dans l'économie de marché s'était achevée. Cette demande rencontre une offre de recherche qui avait elle-même évolué : les chercheurs de terrain se posaient en effet de plus en plus le problème de la généralisation des observations à caractère monographique.

De cette période date l'expérience du groupe de recherche Amira (Amélioration des Méthodes d'Investigation en Milieu rural Africain) qui, sous l'égide du ministère de la Coopération et de l'Insee, réunit, avec des statisticiens et des planificateurs, des chercheurs en sciences sociales de l'Orstom convaincus de l'intérêt de l'interdisciplinarité et de la nécessité de quantifier les phénomènes en vue de les modéliser.

Simultanément, les diverses disciplines de sciences sociales qu'avait fait converger l'appréhension complexe de sociétés hors du développement, reprirent alors leur autonomie et suivirent des évolutions propres. La sociologie eut tendance à s'ancre dans la profondeur historique afin de mieux projeter

l'avenir de ces sociétés et sa mutation l'a transformée en « anthropologie sociale ». L'économie, à la faveur des grandes collectes statistiques portant sur les ménages, redevint quantitative tout en utilisant les connaissances anthropologiques pour adapter les concepts et instruments de mesure statistique, aux niveaux régional, national et international, à des contextes spécifiques, très éloignés de ceux pour l'appréhension desquels ils avaient été primitivement forgés. La géographie mit plus de temps à rejoindre ce mouvement vers la quantification : les systèmes d'information géographiques (Sig) et la cartographie automatique rejoignent la tendance générale à la modélisation, qu'il s'agisse du territoire, de l'économie ou de la société dans son ensemble. L'Orstom et l'EHESS perdent alors leur monopole au profit d'une recherche universitaire (comme celle menée au Cerdi de l'université de Clermont-Ferrand) qui affirme de plus en plus sa présence à la faveur de la révolution modélisatrice, et cela d'autant plus que la présence longue sur le terrain n'est plus aussi nécessaire puisque des bases de données statistiques de plus en plus riches s'ouvrent aux utilisateurs potentiels. L'Orstom, devenu IRD, tenant à être présent sur ce terrain, créera dès la fin des années 1980 avec l'Insee, le ministère de la Coopération et l'Agence française de développement (AFD) un groupement d'intérêt scientifique transformé depuis lors en groupement d'intérêt économique : Dial (Développement des Institutions et Analyse de Long terme), lointain héritier d'Amira.

Toutes ces disciplines africanistes restent marquées par cette transmutation : l'histoire reste un élément capital de la démarche anthropologique, l'économie reste liée à la collecte statistique, et la géographie n'en finit plus de ne pas vouloir clairement prononcer son *aggiornamento* au profit de la modélisation et des Sig. La socio-économie et la géographie rurales cèdent progressivement du terrain devant la montée des études urbaines et les études de filières (portant sur les grandes productions agricoles telles que le coton, le riz, le manioc...), puis devant les approches en termes de développement durable : ces dernières favorisent des approches interdisciplinaires entre sciences humaines et sociales d'une part (avec les ethnosciences par exemple), et avec les sciences biologiques d'autre part, autour de la compréhension et de l'analyse des systèmes d'usage, d'accès, de représentation et de régulation des ressources naturelles et des milieux, à diverses échelles spatiales.

Telles sont les grandes tendances observables aujourd'hui : certes, il demeure des recherches de sociologie particulièrement dynamiques telles que la sociologie des identités ou la sociologie des institutions (les institutions scientifiques en particulier, la science se prenant elle-même pour objet), la socio-économie et la géographie culturelle. Mais, sous l'influence d'un certain impérialisme de la sciences économique, la tendance lourde est bien au quantitativisme et à la modélisation ainsi qu'à la négation de la spécificité africaine, et plus largement la négation de la spécificité du champ des pays en développement.

Mais les recherches africanistes en sciences sociales ont aussi connu l'une des révolutions qu'ont connues les démarches de leurs disciplines en général : le comparatisme. La spécialisation géographique (les « aires culturelles ») n'est plus guère prise en compte, plutôt que d'étudier divers phénomènes dans un seul pays ou une même sous-région, on en est venu à l'étudier à l'échelle de la planète ou du moins sur plusieurs continents. Le Centre d'études africaines de l'EHESS ne s'intéresse plus seulement à la seule Afrique, mais aussi aux Amériques noires et à l'héritage africain des sociétés brésiliennes par exemple.

Les thématiques abordées ne sont plus spécifiques mais planétaires : le développement durable et la préservation et la gouvernance des ressources et du patrimoine naturel, les conditions de vie et la lutte contre la pauvreté, l'impact de l'aide au développement sur la croissance, les migrations et l'urbanisation, les dynamiques culturelles et identitaires.

Dès lors qu'est-ce que l'africanisme ? Y a-t-il encore des spécialistes de l'Afrique ? Y a-t-il encore des études de sciences sociales qui soient spécifiques à l'Afrique ou qui portent spécifiquement et exclusivement sur l'Afrique ? Le courant dominant de la science économique ne va-t-il jusqu'à dénier toute spécificité à l'économie du développement ? On reconnaît cependant que des questions spécifiques se posent avec plus d'acuité en Afrique (et plus généralement dans les pays en développement) dont l'analyse peut aider à la compréhension de phénomènes universels ou globaux. Et il faut bien remarquer qu'il n'existe pas en France de centre spécialisé en économie africaine (au contraire du Royaume-Uni) et que les centres français d'études africaines ne comportent pas d'études économiques et sont essentiellement centrés autour de la socio-anthropologie, de la géographie et de l'histoire.

Lorsqu'on veut faire le bilan des recherches africanistes en sciences sociales menées en France aujourd'hui, on doit se référer à plusieurs institutions différentes :

- les établissements publics de recherche tels que le CNRS, l'IRD, l'Inra ;
- les universités et l'EHESS ;
- les établissements publics à caractère industriel et commercial tels que le Centre international de recherche agronomique pour le développement (Cirad).

À noter qu'il convient, pour l'Afrique anglophone, d'y ajouter les instituts du ministère des Affaires étrangères : Ifas (Institut français d'Afrique du Sud), Ifra (Institut de recherche en Afrique, au Kenya et à Ibadan au Nigeria) et le CFEF (Centre français d'études éthiopiennes).

La plupart de ces institutions conduisent leurs programmes de recherche à travers des centres ou des unités mixtes de recherche. Les quatre centres les plus importants sont :

- le Centre d'études africaines (CEAf), Unité mixte entre l'EHESS et le CNRS ;
- le Centre d'études d'Afrique noire (CEAN), unité mixte entre l'université de Bordeaux IV, l'Institut d'études politiques de Bordeaux et le CNRS ;
- le laboratoire « Mutations africaines sur la longue durée » (MALD), unité mixte entre l'université de Paris I et le CNRS ;
- l'Institut d'études africaines (IEA), unité mixte entre l'université d'Aix-Marseille et le CNRS.

Cependant, ces quatre centres sont loin de couvrir la totalité ni même l'essentiel des recherches africanistes en sciences sociales. Ils ne concernent que les champs sociologique, anthropologique et géographique. L'économie en est absente, précisément parce que la démarche de cette discipline a déserté les approches en termes d'« aires culturelles ». Un très grand nombre de programmes de recherche est conduit par des chercheurs ou enseignants chercheurs non rattachés à ces centres, mais rattachés à des centres ou laboratoires dont la thématique ne concerne pas seulement l'Afrique.

C'est précisément le cas de l'IRD qui consacre près de 30 % de son budget à l'Afrique et dont près de 80 chercheurs en sciences humaines et sociales travaillent exclusivement ou partiellement sur l'Afrique sans que cela apparaisse toujours dans l'intitulé de leurs programmes ou de leurs unités de recherche. L'IRD a d'ailleurs plusieurs de ses chercheurs au CEAf, à l'IEA et au CEAN, et c'est un de ses chercheurs qui dirige le CEAf.

Depuis le début des années 1970, de nombreux chercheurs et enseignants chercheurs africains ont été formés et occupent des postes dans les systèmes de recherche et d'enseignement de leurs pays respectifs. Au cours de la période récente, des instruments visant à aider à ces formations ont été mis en place (allocations de recherche de l'IRD réservées à des doctorants originaires des pays du Sud, appui à de jeunes équipes et à des équipes confirmées à travers le groupement d'intérêt scientifique AIRE Développement) : 43 % des bourses distribuées sont allées à l'Afrique et 10 équipes sur 31 ont été soutenues au cours de l'année passée.

Le Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (Cames) et le Programme de troisième cycle interafricain (PTCI) assurent quant à eux une sélection exigeante pour les futurs enseignants chercheurs.

Cependant, la recherche en sciences sociales conduite par les Africains eux-mêmes traverse depuis plusieurs années une grave crise due au fait que les États ne considèrent pas ce secteur comme prioritaire et ont réduit les budgets de fonctionnement et le recrutement. Les chercheurs n'ont d'autres solutions que de s'en remettre au financement des grandes institutions internationales et des bailleurs de fonds bilatéraux qui dispensent des consultations afin de mener des recherches dans les domaines qu'ils considèrent comme prioritaires. Cette recherche appliquée n'est pas obligatoirement sans intérêt mais peut ne pas correspondre à ce qu'auraient été ces priorités si elles avaient été définies par des institutions scientifiques nationales. Des institutions interétatiques et couvrant l'ensemble du continent, comme le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (Codesria) créé en 1973, ou émanant d'institutions internationales comme l'African Capacity Building Fund (ACBF), créé en 1991 et dont la vocation dépasse la seule recherche scientifique, s'efforcent de maintenir à niveau la recherche en Afrique, mais elles consacrent une certaine domination du monde anglophone sur le monde francophone.

2006

ACADÉMIE DES SCIENCES

**SCIENCES ET PAYS  
EN DÉVELOPPEMENT  
AFRIQUE SUBSAHARIENNE  
FRANCOPHONE**

Sous la direction de  
FRANÇOIS GROS



INSTITUT DE FRANCE  
Académie des sciences

# Sciences et pays en développement

## Afrique subsaharienne francophone

RAPPORT SUR LA SCIENCES ET LA TECHNOLOGIE N° 21

Animateur : François Gros

ACADÉMIE DES SCIENCES



17, avenue du Hoggar  
Parc d'activités de Courtabœuf, BP 112  
91944 Les Ulis Cedex A, France



Conception de la maquette intérieure : Béatrice Couëdel

© 2006, EDP Sciences, 17, avenue du Hoggar, BP 112, Parc d'activités de Courtabœuf,  
91944 Les Ulis Cedex A

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés réservés pour tous pays. Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages publiées dans le présent ouvrage, faite sans l'autorisation de l'éditeur est illicite et constitue une contrefaçon. Seules sont autorisées, d'une part, les reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective, et d'autre part, les courtes citations justifiées par le caractère scientifique ou d'information de l'œuvre dans laquelle elles sont incorporées (art. L. 122-4, L. 122-5 et L. 335-2 du Code de la propriété intellectuelle). Des photocopies payantes peuvent être réalisées avec l'accord de l'éditeur. S'adresser au : Centre français d'exploitation du droit de copie, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris. Tél. : 01 43 26 95 35.

ISBN 2-86883-819-7

Jean-Pierre KAHANE	Membre de l'Académie des sciences — Professeur émérite à l'université Paris-Sud Orsay
Claude LOBRY	Professeur à l'université de Nice — Projet Mere Inra/Inria
Dominique MEYER	Déléguée à l'information scientifique et à la communication de l'Académie des sciences — Professeur à la faculté de médecine de l'université Paris-Sud Orsay
Georges PÉDRO	Correspondant de l'Académie des sciences — Secrétaire perpétuel honoraire de l'Académie d'agriculture de France
Charles PILET	Correspondant de l'Académie des sciences — Professeur émérite et directeur honoraire de l'École nationale vétérinaire d'Alfort
Hervé de TRICORNOT	Directeur du département Soutien et forma- tion des communautés scientifiques du Sud à l'IRD
Annick SUZOR-WEINER	Vice-présidente en charge des Relations in- ternationales de l'université Paris-Sud Orsay

### **Coordonnateur :**

Jean DERCOURT	Secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences — Professeur émérite à l'université Pierre-et-Marie-Curie
---------------	---

### **Ont également participé à la rédaction du rapport**

#### *Chapitre 3*

Roland WAAST	Sociologue — Directeur de recherche — Unité de recherche Savoirs et développement de l'IRD
--------------	--

*Chapitre 4.2*

Bernard PHILIPPE

Directeur de recherche Inria — Irisa —  
Rennes

Maurice TCHUENTE

Professeur d'informatique à l'université  
de Yaoundé 1 — Ancien ministre  
de l'Enseignement supérieur du Cameroun*Chapitre 5.3*

Arnaud FONTANET

Unité d'épidémiologie des maladies  
émergentes, Institut Pasteur*Chapitre 5.4*

Guy BLAUDIN de THÉ

Correspondant de l'Académie des sciences  
— Directeur de recherche émérite au CNRS  
et professeur honoraire à l'Institut Pasteur*Chapitre 5.5*

Michel DETILLEUX

Professeur des universités —  
Praticien hospitalier, Hôpital Cochin*Chapitre 6.1*

Marion GUILLOU

Présidente-directrice générale de l'Inra

*Chapitre 6.2*

Christian FELLER

Directeur de recherche à l'IRD – Laboratoire  
Matière organique des sols tropicaux,  
Montpellier

Florent MARAUX

Chercheur au Cirad/FAO

*Chapitre 6.4*

Francis DELPEUCH

Directeur de recherche à l'IRD, Montpellier

Nicolas BRICAS

Chercheur au Cirad, Montpellier

Bernard MAIRE

Directeur de recherche à l'IRD

*Chapitre 6.5*

Benoît LESAFFRE

Directeur général du Cirad

*Chapitre 7.1*

Ionel SOLOMON

Directeur de recherche émérite au CNRS,  
École polytechnique*Chapitre 7.2*

Patrick LEDRU

Chargé de mission à la direction Recherche  
du BRGM

Jean-Pierre MILÉSI

Adjoint au chef de service Ressources  
minérales du BRGM*Chapitre 7.3*

Pierre CHEVALLIER

Directeur de l'Institut languedocien  
de recherche sur l'eau et l'environnement  
(IFR 123) — Directeur de la Maison des  
sciences de l'eau de Montpellier*Chapitre 8.1*

Marie-Thérèse LOCOH

Directrice de recherche à l'Ined

*Chapitre 8.2*

Jacques CHARMES

Directeur du département Sciences sociales  
de l'IRD*Chapitre 15*

Jean-Michel GAILLARD

Directeur de recherche au CNRS, départe-  
ment Écologie évolutive